



42, rue de la République
80 000 Amiens
tel : 0322918840

Secours Catholique Picardie
3, rue Jules Lardière
BP 10822
80 008 AMIENS

Amiens, le 24 février 2010,

Cher M. Lévêque, cher M. Mazoyer,

Votre lettre ouverte aux candidats aux élections régionales me donne une excellente occasion de développer les engagements d'Europe Ecologie à promouvoir une Région solidaire et je vous en remercie.

Notre projet politique pour la Région Picardie ne vise pas à créer de la croissance pour la croissance, mais plutôt à améliorer le bien-être des habitants de la région. Car, pour nous, une politique juste est une politique qui fait des plus défavorisés, les bénéficiaires prioritaires de ses actions. Mais nous savons que leurs difficultés sont le reflet de dysfonctionnements plus généraux. Il s'agit finalement de reconnaître socialement le rôle de chacun des Picards dans le vivre ensemble et donc de lutter contre les inégalités qui minent notre société. Un tel projet passe par la mise en œuvre des engagements économiques, de formation, de politique territoriale et enfin de soutien aux associations.

Créer 20 000 emplois, et pas n'importe quels emplois

Il est du rôle et de la responsabilité du Conseil régional d'agir comme « chef de file » du développement économique de son territoire. En Picardie, le problème du chômage est central (20 000 destructions nettes d'emplois en deux ans) et à la source d'exclusions multiples. Nous nous engageons à créer 20 000 emplois verts d'ici 2014 autour des éco-filières que nous allons développer (cf. notre engagement n°1). Les emplois ainsi créés, locaux et non-délocalisables, symboliseront notre ambition de transformation écologique de l'économie.

Alors que cette crise de l'emploi n'est pas terminée, nous voulons également sauvegarder les emplois menacés. Nous financerons la reprise sous forme coopérative par les ouvriers des entreprises qui ferment et lancerons un plan de reconversion de l'industrie

automobile. L'ensemble de notre politique économique se basera sur des aides bien ciblées aux entreprises. Parce que les deniers publics doivent être utilisés au service de notre projet de société, une forte conditionnalité accompagnera nos aides aux entreprises (responsabilité sociale et environnementale, clause d'insertion sociale, droit à la formation...). La lutte contre le chômage des femmes passera par une prise en compte globale des freins qui pèsent sur l'emploi des femmes (garde d'enfants, mobilité...).

Une formation de qualité pour tous

Du côté de la formation, malgré les progrès récents, la Picardie ne parvient pas à combler ses retards. Nous devons soutenir la conversion écologique de l'économie par la formation continue des salariés, l'apprentissage et la formation des demandeurs d'emploi. La formation que nous soutiendrons visera à préparer les Picards à l'économie durable. De plus, elle sera orientée vers les populations qui en ont le plus besoin, à savoir :

- Les demandeurs d'emploi : il est indispensable que les formations soient adaptées à leurs besoins, afin de leur offrir de réelles perspectives.
- Pour les élèves en difficulté : nous favoriserons la création de nouvelles «écoles de la deuxième chance » et dans le cadre d'un ambitieux plan d'action contre l'illettrisme en Picardie, nous soutiendrons en particulier les initiatives visant à prévenir cet illettrisme dès l'école.
- Pour les non qualifiés : la Région simplifiera le dispositif de valorisation des acquis de l'expérience (VAE). La VAE est un levier essentiel pour la formation des non-diplômés, à condition que le dispositif ne soit pas trop contraignant.
- Pour les étrangers : à rebours des politiques actuelles qui stigmatisent les étrangers, nous nous attacherons à ce que les formations proposent un soutien linguistique efficace aux immigrés non francophones.

Un projet territorial pour les habitants

Favoriser l'insertion de tous suppose de donner les moyens d'une mobilité renouvelée. À ce titre, notre politique de transports sera innovante. Nous nous attacherons à garantir la régularité, le confort et la sécurité des trains, afin d'aider aux déplacements pour les études, le travail et la recherche d'emploi. L'accès des personnes à mobilité réduite sera amélioré. Nous créerons un Pass familles-vacances à prix réduit pour les week-ends et les vacances scolaires, afin que chacun puisse partir en vacances. En outre, nous serons particulièrement attentifs à ce que la desserte soit équitable sur l'ensemble du territoire picard.

Notre politique de logement sera l'une des clés de la lutte contre l'exclusion et les inégalités en Picardie. Nous proposons d'affecter sur quatre ans 75 millions d'euros en les priorisant sur la construction de logements locatifs en petit habitat collectif pour les populations à faibles ressources, dans des lieux bien desservis par les transports collectifs. Parce qu'au manque de logement s'ajoute souvent l'insalubrité des logements existants, Europe Écologie souhaite s'engager dans un programme ambitieux de réhabilitations. Notre politique du logement donnera la priorité aux logements les plus sociaux, de type PLAI (prêt locatif aidé d'intégration), avec des normes THPE (très haute performance énergétique).

La promotion de la solidarité intra-picarde s'accompagnera d'un effort particulier en matière de coopération décentralisée. Selon nous, les pays du Nord ont une dette à l'égard des pays du Sud, en raison des désastres écologiques provoqués par leur mode de développement

déséquilibré. La politique de coopération de la Picardie est fondée sur la nécessité du développement durable et de l'aménagement des territoires pour faire reculer les inégalités et la pauvreté au Sud et favoriser le dialogue et les échanges interculturels. Son originalité consiste en la mise en place concertée d'un réseau d'animation territoriale, du village aux communes, qui vient en appui à la décentralisation, donc à la démocratie, et accompagne nos partenaires dans la réalisation d'intercommunalités de service.

Une politique en soutien des acteurs associatifs

Afin que notre politique soit réellement utile aux plus défavorisés, nous devons être un soutien pour les acteurs qui agissent dans ce sens. Dès lors, Europe Ecologie, comme le symbolise le fait que beaucoup de ses candidats sont militants associatifs, saura gouverner en coopération avec les associations.

Notre programme inclut un volet important de soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Nous souhaitons voir ce secteur se développer, afin de redonner à l'économie son ambition première, celle de servir le bien-être des personnes en priorité. Parce que l'économie sociale et solidaire correspond à nos valeurs, nous nous engageons à soutenir massivement ces acteurs qui, à l'instar du Secours Catholique, donnent un sens au contrat social. Ainsi, nous encouragerons les mutualisations d'emplois et la formation de groupements d'employeurs dans le secteur. Notre soutien aux associations et aux entreprises sociales sera politique (elles seront prises en compte dans la mise en place de nos politiques) et financier. De ce dernier point de vue, nous sommes convaincus qu'il est essentiel de former les bénévoles pour que le secteur associatif agisse efficacement pour consolider le lien social dans nos démocraties.

Restant à votre disposition pour toute autre question, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Christophe PORQUIER, tête de liste Régionale

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by a horizontal line and a loop.